

# Les joailliers suisses et les rubis de la honte

**GEMMES** Des marques helvétiques se fournissent en pierres précieuses en Birmanie. Or la filière est presque entièrement aux mains de l'armée, faisant craindre qu'elles ne contribuent à financer la répression contre les manifestants pro-démocratie

JULIE ZAUGG, HONGKONG

La bague est surmontée d'un éventail orné d'un rubis birman de 1,54 carat à la taille octogonale. Cette pièce originale appartient à la toute nouvelle collection Misra, inspirée par les mosaïques byzantines, du joaillier genevois Adler. Ce n'est pas le seul bijou vendu en Suisse comprenant des gemmes en provenance de ce pays en pleine tourmente.

Le 10 juin, une bague sertie d'un rubis birman «sang de pigeon» d'environ 1 carat, provenant de la région de Mogok, au nord-est du pays, a été mise aux enchères à Genève, selon son rapport de certification daté de 2018. Des rubis birmans figurent également dans les assortiments des maisons Harry Winston, propriété du groupe Swatch, Van Cleef & Arpels – propriété de Richemont –, Chopard et House of Geneva. Le collier Dancing Flames, une nouvelle création de Harry Winston, comporte à lui seul 8,74 carats de rubis birmans.

## Couleur «Sang de pigeon» la plus recherchée

Entre 2016 et 2020, la Suisse a importé en moyenne pour 24 millions de francs de gemmes birmans par an, selon la statistique des douanes. Ces flux ne se sont pas taris en 2021, malgré le coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement élu du NLD, le parti d'Aung San Suu Kyi, le 1er février dernier. De janvier à mai 2021, la Confédération a importé pour 4 millions de francs

de pierres précieuses birmans. Ce pays asiatique représente en effet l'une des principales sources de rubis sur le plan mondial. «Les gemmes avec le plus de valeur, soit celles dont la couleur rouge profond est décrite comme étant «sang de pigeon», proviennent majoritairement de Birmanie», relève Alex Kopp, un chercheur pour Global Witness qui étudie le secteur. Elles sont minées dans deux régions de l'Etat de Shan, Mogok et Mong Hsu, selon lui.

Cette région frontalière est fragilisée par les conflits entre l'armée et les milices ethniques depuis des décennies. «Rien ne se fait sans l'aval des militaires dans cette zone», note Simon Billenness, qui dirige l'ONG International Campaign for the Rohingya. Les soldats y sont omniprésents. On les voit à l'aéroport, dans la rue, à l'entrée des mines.»

La filière d'extraction des pierres précieuses est elle aussi aux mains de l'armée. Myanmar Economic Corporation (MEC) et Myanmar Economic Holdings Limited (MEHL), deux conglomérats lui appartenant qui sont sous sanctions internationales, y compris en Suisse depuis le 30 avril, détiennent à eux seuls 571 permis pour exploiter des mines de rubis à Mogok et Mong Hsu, selon un rapport de l'ONU sorti en août 2019.

«Le plus souvent, ces deux conglomérats n'exploitent pas les mines eux-mêmes, mais constituent des coentreprises avec d'autres sociétés qui leur reversent une part de leurs



Un acheteur vérifie la qualité d'un rubis sur le marché aux pierres précieuses de Mogok, en Birmanie. (YE AUNG THU/AFP)

revenus», détaille Keel Dietz, un chercheur chez Global Witness qui enquête sur le secteur. L'armée prélève en outre des «taxes sécuritaires» auprès des opérateurs de mines pour sécuriser leur périmètre, souvent à coups d'exactions (viols, travail forcé, torture).

Myanmar Gems Enterprise (MEG), une entreprise étatique dont la plupart des cadres sont d'anciens militaires, est un autre acteur clé dans le domaine de l'extraction de pierres précieuses. La société, placée sous sanctions par les Etats-Unis et le Royaume-Uni ce printemps, délivre les permis miniers et prélève des redevances auprès des exploitants de mines. Une partie de ses revenus finirait dans

les poches de hauts gradés, selon le rapport onusien.

## Contrebande vers la Thaïlande

L'immense majorité des gemmes minées en Birmanie sont exportées en Thaïlande, où elles sont polies, coupées et parfois soumises à un traitement thermique pour accentuer leur clarté. «Parmi celles-ci, plus de la moitié passe la frontière en contrebande, ce qui leur évite d'être taxées», souligne Alex Kopp. Le reste est vendu lors d'une foire aux gemmes qui se tient deux fois par an dans la capitale, Naypyidaw, sous l'égide de MEG.

Les groupes de joaillerie internationaux se fournissent durant cet événement. D'autres passent par des intermédiaires basés

en Thaïlande. «Les pierres précieuses représentent l'une des principales sources de revenus de l'armée, aux côtés du pétrole et du gaz, estime Monste Ferrer, une chercheuse chez Amnesty International. L'armée en dépend pour financer ses opérations.»

Les militaires ont en effet constitué un véritable empire économique. Les deux conglomérats MEC et MEHL vendent de la bière, des cigarettes et du savon, gèrent des ports, des hôtels et des opérateurs de téléphonie mobile et possèdent deux des plus grandes banques du pays. Cela a permis à l'armée de s'autonomiser de l'Etat en s'assurant une source de revenus autonome.

En achetant des gemmes birmans, les firmes helvétiques mettent le doigt dans cet engrenage. «En faisant des affaires avec la junte militaire, les entreprises suisses se rendent complices des massacres commis ces derniers mois par l'armée, qui ont déjà fait plus de 800 morts», juge la conseillère nationale socialiste genevoise Laurence Fehlmann Rielle, qui dirige l'Association Suisse-Birmanie.

## Intermédiaires de confiance

Contactés, Adler et House of Geneva ne nous ont pas répondu. Chopard dit «respecter toutes les lois et règles internationales en vigueur». Van Cleef & Arpels indique être attaché au respect des droits de l'homme, de l'éthique et de l'environnement dans toutes ses chaînes d'approvisionnement et suivre les

recommandations de l'OCDE en la matière. La marque exige aussi que ses fournisseurs respectent les codes de conduite du groupe Richemont et se fassent certifier par le Responsible Jewellery Council. Harry Winston explique effectuer des vérifications en amont de toute acquisition pour s'assurer que les pierres utilisées dans ses bijoux ont été obtenues de façon éthique et en accord avec la loi. Pour se procurer des gemmes birmans, la marque passe par des intermédiaires de confiance et leur demande de garantir que ces dernières ne contiennent pas aux sanctions internationales.

Les Etats-Unis ont suspendu l'importation de pierres précieuses en provenance de Birmanie entre 2003 et 2016. La Suisse a appliqué une mesure similaire entre 2000 et 2012. La plupart des experts pensent toutefois qu'il n'existe pas de gemmes birmans éthiques. «Il existe un risque significatif que les pierres précieuses en provenance de ce pays aient à un moment donné ou à un autre de leur processus de production bénéficié à l'armée», estime Keel Dietz. Et comme les chaînes d'approvisionnement sont opaques et fragmentées, cela rend les efforts de traçabilité extrêmement difficiles, poursuit Alex Kopp.

Conscientes de ces risques, plusieurs marques de joaillerie suisses ont cessé de se fournir en Birmanie. Piaget et Cartier y ont renoncé en 2017 déjà et Gübelin en début d'année, à la suite du coup d'Etat. ■

## BANQUES SUISSES

### Des investissements au goût de soufre

UBS et Credit Suisse ont investi 175 et 92 millions de dollars, respectivement, dans des sociétés entretenant des liens de longue date avec l'armée birmane. Ils possèdent notamment des parts, pour le compte de leurs clients, dans sept firmes qui ont conclu des coentreprises avec les conglomérats MEHL et MEC contrôlés par l'armée, versent des loyers aux militaires ou font des affaires directement avec eux, selon un rapport de l'ONG Justice for Myanmar.

Parmi celles-ci figure la société chinoise Sinotruk, qui a fourni l'armée birmane en véhicules utilisés dans le cadre de la répression contre les contestataires. Des photos montrent des soldats qui tirent

sur les manifestants à coups de lance-pierres et de carabines à air comprimé depuis des camions Sinotruk.

Interrogé, UBS dit se conformer aux sanctions internationales décrétées contre la Birmanie. Selon ses directives internes, aucune activité n'est autorisée si une personne ou un régime sanctionné est impliqué. Credit Suisse indique pour sa part collaborer avec les régulateurs internationaux partout où il exerce ses activités afin de garantir le respect des sanctions, y compris celles concernant la Birmanie. A ce titre, la banque empêche ses clients d'acheter des titres dans les sociétés sanctionnées. ■ J. Z.

## ARMÉE BIRMANE

### Un propriétaire foncier de taille

L'armée birmane est l'un des principaux propriétaires fonciers du pays. Elle possède notamment de nombreux terrains de valeur au centre de Rangoun, la capitale économique. Les loyers que lui versent les locataires de ces lots représentent une source de revenus cruciale pour elle.

Le centre commercial Sule Square, opéré par le groupe hongkongais Shangri La, héberge ainsi des boutiques des marques helvétiques Rolex et Omega. Or, il se trouve sur un terrain appartenant au quartier-maître général, l'entité en

charge d'approvisionner l'armée en armements, selon un rapport de l'ONU. Rolex n'a pas souhaité commenter. Omega précise que l'enseigne est exploitée par l'un de ses agents en Asie du Sud-Est et non pas par la marque directement.

La marque bâloise de fast fashion Tally Weijl se fournit pour sa part en vêtements auprès de l'usine Rui-Ning, qui se trouve dans la zone industrielle Ngwe Pinlae, appartenant au conglomérat MEHL, contrôlé par l'armée. Contacté, Tally Weijl n'a pas été en mesure de nous répondre. ■ J. Z.

PUBLICITÉ

Banque **WIR**

«Adhérer. Et puis foncer.»

Ouvrez maintenant un paquet PME

Alexandre Grand, JMG Electroménager, Crissier, réseauteur WIR

wir.ch/paquet-pme